



Communiqué de l'intersyndicale de Radio France

En apprenant que le directeur adjoint de la rédaction de *Valeurs actuelles* se retire, nous, salarié·es et organisations syndicales de Radio France, ne manifestons aucun triomphalisme.

Que cette publication multicondamnée pour racisme ne soit plus associée à l'antenne de France Inter, c'est ce que les salarié·es ont massivement demandé. Ils et elles doivent toutefois ressentir beaucoup d'amertume d'avoir dû pour cela faire deux jours de grève.

Mais ces mêmes salarié·es peuvent être fier·es : fier·es d'avoir défendu les valeurs du service public, face à une direction qui semble prête à tous les renoncements et à céder aux pressions extérieures.

Cette affaire a fait beaucoup de mal à Radio France et a donné l'occasion à celle et ceux qui veulent détruire l'audiovisuel public de rabâcher leur rengaine. La direction est entièrement responsable de cette situation.

Désormais, nous sommes demandeur·euses d'une discussion sérieuse sur la façon d'appliquer le pluralisme élargi, demandé par le Conseil d'Etat, et qui aurait dû précéder toute décision hâtive et néfaste pour Radio France et ses auditeur·ices.

Nous sommes pour le pluralisme, pour le débat. Il existe déjà et depuis toujours sur nos antennes, bien plus que partout ailleurs. Mais le pluralisme ne peut se traduire par la présence sur nos antennes d'un journal multi-condamné pour racisme.

Dès lors, les Organisations Syndicales Représentatives de Radio France, CFTD, CGT, FO, SNJ, SUD et UNSA, appellent donc les salarié·es **à ne pas cesser le travail le lundi 21 septembre 2026**, à compter de 00h.